



Union communiste internationaliste (trotskyste)

De mal en pis, l'échec du capitalisme face au virus et à la pauvreté



La bourse bat des records. Les milliardaires s'enrichissent. À l'autre bout des dizaines de milliers de travailleurs ont perdu leur travail en Belgique, et des centaines de millions dans le monde, lors du premier confinement et se retrouvent aujourd'hui à dépendre de l'aide alimentaire pour se nourrir.

Le désespoir gagne aussi de nombreux indépendants et commerçants dont l'activité dépend de la consommation des travailleurs. Entre leur activité à l'arrêt et la baisse du pouvoir d'achat de la population, ils ne voient plus d'issue pour s'en sortir. Le suicide d'une jeune coiffeuse liégeoise qui avait investi toutes ses économies pour ouvrir son salon cet été, est révélateur de cette situation.

Bien entendu, les organisations patronales, comme la fédération du commerce, exploitent ce désarroi des petits commerçants pour faire pression sur le gouvernement et exiger une réouverture du commerce à l'occasion des fêtes de fin d'année. Les banques et les grands groupes qui louent les locaux, écrasent les petits commerçants à longueur d'année... Quoi de plus écoeurant

que d'entendre les représentants de ces capitalistes brandir le désespoir des commerçants et indépendants pour défendre surtout les bénéfices des grandes entreprises ?

De leur côté, les responsables d'hôpitaux crient leurs difficultés et leur crainte d'une troisième vague en cas de déconfinement trop rapide. Les équipes de soignants sont en effet à bout.

Les gouvernements, en Europe, aux USA, disent qu'il faut trouver le bon équilibre entre la lutte contre le virus et la paralysie économique. Mais le résultat, c'est des centaines de milliers de morts et un appauvrissement massif de la population, alors que les très riches continuent à accroître leur richesse.

Il est frappant de constater que, malgré toute sa technique et son organisation, la société capitaliste est incapable de faire des choix efficaces pour protéger à la fois les malades et ceux qui les soignent, tout en évitant à la population de tomber dans la pauvreté. Les mandarines dans les supermarchés et les pièces pour assembler les voitures sont acheminées en just-in-time à travers les frontières, les entreprises d'intérim distribuent des travailleurs précaires en quelques heures à la demande des entreprises. Mais le manque de masques, puis le manque de réactif pour les tests de dépistage, le manque de personnel formé dans les hôpitaux et les maisons de retraites, paralysent les efforts contre la pandémie.

C'est que dans l'économie capitaliste, rien ne se fait, rien ne se fabrique, rien ne se décide si cela ne rapporte pas du profit à la petite minorité de gros actionnaires qui dominent la société. Les gouvernements, qui ouvrent leurs caisses pour maintenir les profits des banques et des grandes entreprises, se refusent à revenir sur les mesures d'économies dans l'enseignement, la santé, les transports, bref, tout ce qui est utile à la population. Cela pourrait pourtant contribuer à créer des emplois qui manquent tout en améliorant l'efficacité de la lutte contre le virus.

Mais le problème de la classe capitaliste n'est pas de former plus de médecins, d'infirmières, d'enseignants, de conducteurs de bus ou de trains. Pour les capitalistes, ce n'est pas immédiatement rentable... alors ça ne compte pas.

Par contre, les patrons utilisent la peur du chômage et de la pauvreté pour généraliser la précarité dans les entreprises et mettre la pression sur les travailleurs pour leur faire accepter reculs sur reculs, pour les salaires et les conditions de travail.

La concurrence, la compétitivité au nom de laquelle les patrons justifient ces attaques, entraînent une évolution de la société qui, même quand elle est positive, se fait en sacrifiant des millions de travailleurs réduits au chômage, et conduit souvent aussi à des guerres avec des

dizaines de milliers de mutilés et de tués.

Le capitalisme ne tire pas parti de la créativité de l'humanité, de ses connaissances et de sa technique pour surmonter les problèmes qui se posent de plus en plus à l'échelle mondiale, que ce soient les risques sanitaires, la lutte contre le réchauffement climatique ou l'épuisement des ressources naturelles, et les conséquences dévastatrices du sous-développement.

C'est pour cela que l'avenir du genre humain est une société socialiste, communiste, où les travailleurs aidés des scientifiques et des ingénieurs décideront librement, parce qu'il n'y aura plus d'accapareurs capitalistes.

Non aux violences faites aux femmes !



Le 25 novembre a eu lieu la Journée mondiale de lutte contre les violences faites aux femmes. En Belgique, chaque année, 40.000 procès-verbaux pour violences sont dressés, ce qui ne représenterait qu'un sixième des cas. Et d'après la police, il y aurait 100 viols par jour. Depuis le début de l'année, il y a eu 21 féminicides. Entre début 2017 et fin 2019, il y en avait eu 105 !

La crise sanitaire a encore aggravé la situation. Lors du premier confinement, le nombre d'appels à la ligne « Écoute violences conjugales » a plus que doublé.

Et malgré les discours et engagements des politiciens, les moyens ne suivent pas. Le rapport des experts

européens chargé de veiller à la lutte contre la violence envers les femmes paru fin septembre pointe du doigt la Belgique qui ne respecte toujours pas les engagements qu'elle a pris en 2016 : Il n'y a toujours pas de statistique sur les violences faites aux femmes en Belgique, ce sont les associations de femmes qui essaient de les dénombrent !

Mais le rapport européen dénonce aussi la diminution des budgets accordés aux associations de terrain ainsi que le manque de place dans les refuges. Même l'organe sensé coordonner le Plan d'Action National pour la lutte contre les violences intrafamiliales et les violences de genre, l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes, voit son budget diminuer d'année en année.

La Belgique n'est pas un cas isolé. Les violences faites aux femmes sont un phénomène mondial. A l'image de cette société d'inégalités et d'oppressions qu'est le capitalisme. Avec les inégalités croissantes dues à la crise, la situation devient de plus en plus dure. Et encore plus dure pour les femmes.

Un ministre au service du patronat

Le ministre des affaires sociales et de la santé, Frank Vandebroucke, a déclaré que remettre au travail les malades de longue durée était une de ses priorités !

En pleine période de Covid, alors que l'on va travailler en ayant peur de tomber malade, il nous montre une fois de plus l'étendue de son mépris pour les travailleurs.

440 000 travailleurs sont en maladie longue durée en Belgique, un tiers d'entre eux souffrent de burn out ou de troubles psycho-sociaux, un autre tiers de problèmes de dos et de troubles musculo-squelettiques,

autant de maux liés aux charges de travail toujours plus lourdes imposées par le patronat.

Par mesure d'économie, le gouvernement précédent avait créé en 2016 un « trajet de réintégration » des malades longue durée, qui s'était soldé, d'après une enquête de la CSC pour les années 2017 à mi 2019, par le licenciement de deux malades de longue durée sur trois. Les syndicats parlaient alors de « machine à licencier » car il n'était, bien sûr, pas question d'imposer au patronat de créer des postes adaptés à la reprise du travail. Ni de soulager les postes de travail dans les administrations.

Les gouvernements précédents avaient aussi rallongé la durée du travail en repoussant l'âge de la retraite et en supprimant les aménagements de fin de carrière. Autant de mesures qui permettent de faire des économies mais certainement pas de préserver la santé des travailleurs.

C'est dans cette continuité que s'inscrit Vandebroucke. Quand il constate que le trajet de réintégration de 2016 « n'a pas provoqué les revirements escomptés », c'est parce qu'il considère que trop de travailleurs bénéficient encore des allocations de maladie. Et quand il parle de « moderniser et améliorer l'évaluation médicale de l'incapacité de travail », on peut être sûr qu'il s'agira d'augmenter encore la pression sur les médecins pour qu'ils jugent le degré d'incapacité à la baisse.

Aucun ministre de la Santé n'assurera la santé des travailleurs. Seules des luttes déterminées permettront d'imposer aux patrons des charges de travail moins lourdes et les mesures sanitaires nécessaires

Lutte Ouvrière a pris le relais de La Voix des Travailleurs

Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner par virement au numéro de compte IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1

avec la mention : abonnement LO et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable: M. Woodbury, même adresse

pour ne pas que les entreprises soient des clusters à Covid.

Ce ministre, lui, ne mérite que notre mépris.

Sortie du nucléaire : comment Engie exploite la peur des travailleurs

Dans un courrier interne à destination de ses employés, Engie-Electrabel renonce à financer la rénovation des centrales nucléaires en pointant un doigt accusateur sur la décision du gouvernement d'appliquer l'accord de sortie du nucléaire à partir de 2025.

Le groupe financier Engie se donne le beau rôle en évoquant la crainte des 7 000 travailleurs des centrales de perdre leur emploi. Hypocrisie ! Car depuis des années, en prolongeant le fonctionnement de centrales amorties depuis longtemps, Engie prélève 850 millions d'euros net par an au profit des actionnaires, en exploitant les employés et en imposant des tarifs surélevés aux consommateurs.

Engie utilise aussi cette crainte du chômage pour faire financer, au moins en partie, par les pouvoirs publics les nouvelles centrales au gaz destinées à remplacer les centrales nucléaires. Sans compter les subides pour les énergies renouvelables qui sont une manne pour les capitalistes.

Mais pourquoi les travailleurs devraient-ils subir comme un risque un changement de technologie, pendant que tout est mis en œuvre pour éviter... l'interruption des profits ?

Hausse du budget militaire

Le gouvernement De Croo a décidé d'honorer les engagements pris par le gouvernement Michel en 2016 qui prévoyaient d'augmenter de plus de 9 milliards d'euros le budget de l'armée afin de répondre aux demandes de l'OTAN.

Sous cette législature, 2 à 3 milliards seront ainsi consacrés à acheter des engins de mort comme des avions de combat et à remplacer le matériel des différents corps d'armées, ainsi qu'à créer deux nouvelles casernes, des nouveaux « quartiers militaires », l'un dans le Hainaut, l'autre en Flandre orientale. Il est aussi prévu d'embaucher 10 000 militaires pour remplacer les départs à la retraite.



Embaucher des jeunes dans une entreprise meurtrière, puis les envoyer mourir sur les champs de bataille, en ayant au passage enrichi les marchands d'armes, voilà tout ce que cette société a à offrir.

Une hypothèque insoutenable

Il est de plus en plus question de la dette de la Fédération Wallonie-Bruxelles, en charge de l'enseignement francophone. Elle s'élèverait actuellement à 7,2 milliards d'euros et pourrait doubler selon le ministre du budget de la Fédération, qui évoque même la dissolution possible de l'institution face à cette dette "insoutenable".

Des tels discours annoncent de nouveaux sacrifices imposés aux enseignants et élèves au nom de la dette et du manque de moyens.

Pendant ce temps, le gouvernement trouve 9 milliards pour l'armée, et là, personne ne pose la question du financement. Cette société où seuls comptent les intérêts capitalistes, constitue une lourde hypothèque pour l'avenir. Une hypothèque insoutenable.

La peur changera de camp

Le tribunal correctionnel de Liège a condamné 17 syndicalistes, dont le président de la FGTB Thierry Bodson, à des peines de prison avec sursis pour une action sur l'autoroute en 2016.

Suite à l'arrivée en retard d'un chirurgien - coincé dans le blocage - à l'hôpital, une patiente serait décédée. Visiblement, les juges n'ont pas peur du ridicule. Des patients meurent par milliers dans les hôpitaux, à l'époque et en ce moment. Et non pas à cause d'actions syndicales, mais pour une bonne part des suites d'une politique d'austérité irresponsable !

Le jugement ne vise pas seulement quelques dirigeants syndicaux, il vise à intimider les millions de travailleurs qui sentent la révolte monter en eux. Le ton de plus en plus répressif contre ceux qui n'acceptent pas le sort que le capitalisme leur réserve, reflète la peur d'une classe sociale qui se gave sur le dos de la majorité de la population.

Les riches ont raison d'avoir peur. Car, quand la classe ouvrière se lèvera, le problème pour la bourgeoisie ne sera pas un embouteillage de plus, mais l'organisation et la lutte des travailleurs pour imposer leurs revendications. C'est la base même de l'enrichissement et du pouvoir capitaliste qui sera alors menacé !

Et ce ne seront pas quelques juges et policiers, ou une malheureuse loi, qui pourront arrêter les travailleurs ! C'est même les travailleurs qui feront alors la loi et imposeront les mesures nécessaires pour empêcher la classe capitaliste de continuer à tout détruire.



Prime Covid pour les éboueurs : la solidarité est contagieuse

Lorsque la direction d'Hygea a annoncé que la prime Covid serait versée aux seuls chargeurs qui collectent les déchets, à l'exclusion des intérimaires, les travailleurs des sites de Cuesmes, Havré et Manage ont exprimé leur mécontentement devant cette discrimination.

Seuls 160 des 400 salariés allaient toucher la prime. Chargeur est un métier dur. Quel que soit le temps, on est dehors, à soulever chacun 10 tonnes de déchets par jour, au milieu de la circulation. Les risques sont partout et les accidents fréquents.

Mais les travailleurs des recyparcs ne sont pas en reste, le contact avec le public les expose aux agressions verbales. Et en temps de Covid, le stress et l'agressivité, ce n'est pas cela qui manque. C'est pourquoi les travailleurs se sont réunis en assemblées organisées par leur syndicat pour réclamer que la prime s'applique à tous.

La direction a d'abord tenté de diviser en rétorquant que le budget pour la prime était « une enveloppe fermée » et que si elle la partageait entre tous, « la prime des chargeurs serait ridicule ». Elle déclara que les assemblées organisées devant la presse étaient « des actions illégales » et que ces heures ne seraient pas payées.

Mais les travailleurs ne se sont pas laissés avoir par ce chantage et ils ont continué à soutenir leurs revendications. La direction a fini par céder. Elle a accepté d'augmenter l'enveloppe destinée à cette prime de 68 000 à 84 000 euros pour que tous les intérimaires et le personnel opérationnel reçoivent la prime. Le personnel administratif aura, lui, une compensation via des jours de congé.

La prime pour les chargeurs sera moindre, peut-être ? Mais en échange, les travailleurs d'Hygea ont construit une solidarité qui les a rendus plus forts face à leur direction.



Affaire Mawda : crime d'Etat

Le procès de l'affaire Mawda, du nom de la petite fille kurde de 2 ans tuée par balle par la police, a commencé à Mons. Les faits se sont déroulés le 17 mai 2018. Une camionnette était prise en chasse par la police de la route informée qu'il y avait des migrants à son bord. Un policier a décidé de tirer – dans les pneus, déclare-t-il – pour stopper la camionnette. Résultat, la petite Mawda, assise à l'arrière de la camionnette, est décédée d'une balle dans la tête.

Le policier, qui n'a pas été inculpé depuis et qui ne fera certainement pas un jour de prison, est poursuivi pour homicide involontaire. Le conducteur de la camionnette, ainsi qu'un autre homme, qualifiés de passeurs, risquent eux plusieurs années de prison.

Les avocats des parents ne veulent pas se focaliser sur un policier en particulier et dénoncent à juste titre un crime d'Etat, résultat de la politique de chasse aux migrants qui les déshumanise totalement : aucun policier ne tirerait sur un chauffeur ivre qui refuse de s'arrêter, alors qu'ils se sentent autorisés à tirer sur des migrants dénoncé l'avocate des parents. Les policiers ont aussi refusé que les parents accompagnent leur fille dans l'ambulance et ils ne les ont prévenus de sa mort que le lendemain.

A force de présenter les migrants comme une menace, les politiques de fermeture des frontières entraînent une violence croissante envers ces femmes et ces hommes, et l'impunité dont jouissent les policiers, les amènent à se croire tout permis.

Face à cette barbarie, l'union des travailleurs du monde entier est plus que jamais nécessaire !

Trois affaires, une justice de classe

Dans l'affaire Mawda, la petite fille kurde de migrants tuée par un policier lors d'une course poursuite sur l'autoroute, le policier s'en tirera probablement sans condamnation. Et c'est tout juste, si les parents ne sont pas sur le banc des accusés.

Dans l'affaire Adil, les policiers ont bénéficié d'un non-lieu. Le jeune Bruxellois a payé de sa vie d'avoir essayé d'éviter un contrôle policier avec son scooter pendant le premier confinement et l'amende qui en aurait découlé. Les policiers avaient pourtant organisé une véritable chasse à l'homme qui s'est terminée par un accident mortel.

Par contre, le tribunal correctionnel de Liège a prononcé des peines de prison avec sursis contre 17 syndicalistes, dont le président de la FGTB, pour avoir bloqué une autoroute en 2016. Leur blocage aurait provoqué le retard d'un chirurgien et la mort indirecte d'une patiente.

L'État bourgeois ne va pas condamner ses gardiens de l'ordre : un ordre où les pauvres doivent rester à leur place, bosser, se taire et accepter leur sort.

**Suivez-nous
sur Facebook:**

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel: : 0470-18 82 39

Internet: www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !